

LE CONSEIL DE L'ORDRE PARLE DE «TRABENDISTES DU MÉDICAMENT»

L'exercice illégal de la pharmacie menace la santé publique

L'exercice illégal de la pharmacie prend une ampleur inquiétante. Des pharmaciens louent leurs diplômes à des personnes non qualifiées en violation de la loi. Le Conseil de l'ordre des pharmaciens tire la sonnette d'alarme et dénonce les trabendistes du médicament.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le phénomène n'est guère nouveau mais face au silence des pouvoirs publics, il prend des proportions inquiétantes. C'est le cas notamment à M'sila où la section ordinale s'inquiète des conséquences induites par l'absence des pharmaciens au niveau des officines. Son président monte au créneau, interpellant le ministre de la Santé.

Dans une correspondance datée du 4 mai dernier, le président de la section ordinale des pharmaciens de la wilaya de Sétif saisit de manière officielle Ould Abbès. Il y évoque «un problème grave», à savoir la location des diplômes de pharmacien et leur exploitation par des personnes ne faisant guère partie de ce corps. Nabil Trabelsi écrit que «ce phénomène a pris une envergure dangereuse dans la wilaya de M'sila. Une enquête et un travail ont été

effectués par les services de la Direction de la santé et de la population mais sans suite». Il y rappelle que la section ordinale avait également saisi l'inspecteur général, également sans succès.

Le président de la section ordinale évoque dans ses nombreuses correspondances un risque sur la santé publique du fait que plus de vingt pharmacies à M'sila sont gérées par des non-pharmaciens qui habitent à des centaines de kilomètres, voire à l'étranger. «Ces faits étant de notoriété publique, je m'étonne que ces graves anomalies n'aient été relevées ni par la DSP ni par les inspections diligentées par l'inspection générale. Au-delà de l'aspect réglementaire quant à l'exercice illégal, c'est la santé publique qui nous interpelle dans la mesure où au moins deux communes de la wilaya de M'sila sont aux mains de non-professionnels



Photo : Samir Sid

Un phénomène qui prend une envergure dangereuse.

et que dans au moins deux communes aucun pharmacien titulaire n'est présent sur les lieux ni n'est impliqué dans la gestion de son officine.» Catégorique, Nabil Trabelsi parle d'«officines aux mains des trabendistes du médicament». Suite à ces écrits, la DSP de M'sila avait diligenté une enquête, confirmé les affirmations

de la section ordinale et auditionné les gérants des pharmacies en cause. Depuis, aucune mesure n'a été prise. Pourtant, l'arrêté n° 067/MSP du 9 juillet 1996 fixant les conditions d'exercice de la profession de pharmacien d'officine est clair. Tout un chapitre y est consacré aux modalités d'exercice.

L'article 39 stipule qu'«en toute circonstance, les médicaments doivent être préparés par un pharmacien ou sous la surveillance de celui-ci». L'article 40 quant à lui stipule qu'«une officine doit rester fermée en l'absence du pharmacien titulaire ou chargé de la surveillance technique de l'établissement, sauf si ce dernier s'est fait régulièrement remplacer. La durée légale d'un remplacement ne peut en aucun cas dépasser un an».

Des sanctions sont prévues par l'article 42 qui énonce que «tout pharmacien qui aura employé même occasionnellement une personne ne satisfaisant pas aux conditions fixées par la loi, encourt la fermeture de son établissement pour une durée de trois mois et en cas de récidive, la fermeture définitive».

Des dispositions jamais appliquées. C'est tout juste si le ministre de la Santé déclarait récemment que «la gestion d'officines par des personnes incapables est inadmissible», ajoutant que son département prendra en charge ce problème. Comment ? Ould Abbès ne le dit pas...

N. I.

ANNABA

Un homme s'immole par le feu

Un homme, proche de la cinquantaine, répondant aux initiales de S. G., s'est immolé dans la journée de lundi sur la route menant de Annaba à la grande plage d'Oued Bagrat, située sur le versant nord du village touristique de Seraïdi. Cadre à la direction régionale du Centre national du registre du commerce et affectée au niveau du guichet unique de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) de Annaba, la victime était en compagnie d'un ami avant de commettre l'irréparable à l'aide d'un petit jerrycan contenant une certaine quantité d'essence. Arrivé à mi-chemin, il avait demandé à son copain, qui était au volant d'un véhicule de tourisme, de s'arrêter pour un besoin naturel. Mais en descendant, il avait en main le jerrycan et il a vidé le contenu sur son corps avant d'allumer son briquet.

Aux gendarmes qui ont déclenché l'enquête d'usage, l'ami aurait affirmé que la scène s'est déroulée tellement vite qu'il n'avait pu réagir d'autant qu'il était abasourdi par le geste de S. G. qui, après avoir mis le feu à son corps, courait dans tous les sens avant de disparaître dans un ravin des lieux connus pour leur relief très accidenté. Marié et père de deux enfants, S. G. était connu pour son calme et sa gentillesse, aux dires de plusieurs de ses collègues et connaissances. Avant cette fatidique journée, rien dans le comportement de S. G. ne présageait une telle fin, que ce soit dans son milieu professionnel ou au sein de sa famille.

A. Bouacha

PROTECTION DES PERSONNES ÂGÉES

Les associations réclament des assistantes sociales au niveau des APC

L'Association 3^e âge en détresse lhcène a appelé, hier, à la réhabilitation et au recrutement d'assistantes sociales au niveau des APC, ceci dans le but d'avoir une meilleure visibilité de la situation des personnes âgées au niveau de leur domicile.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - L'association, qui organisait hier un séminaire sur la situation des personnes âgées, attire, encore une fois, l'attention sur la situation de cette tranche vulnérable de la société, notamment ceux abandonnés à leur sort par leurs propres familles. Selon M^{me} Souad Chikhi, présidente de l'association, la loi de 2010 relative à la protection des personnes âgées est venue à point pour prendre en charge les préoccupations et le bien-être de cette communauté fragile. «Cette nouvelle réglementation permet de dissuader les familles de mettre à la rue les personnes âgées ou de les placer dans des

centres quand elles ont les moyens de les garder à leur domicile. Dans le cas contraire, elles sont passibles de un à cinq ans de prison», rappellera M^{me} Souad Chikhi. L'intervenante dira que la prise en charge médicale pluridisciplinaire régulière des personnes âgées est importante. Actuellement, quarante centres prennent en charge les personnes âgées qui se retrouvent sans foyer ou ont été abandonnées par leurs familles. La structure la plus importante est celle de Sidi Moussa, avec une capacité d'accueil de 250 personnes. «Ce centre, même s'il dispose des moyens de prise en charge des personnes âgées,

le nombre des pensionnaires est important. Ces personnes fragiles gagneraient à être gardées dans leur foyer. Elles ont besoin de leurs familles», confie M^{me} Chikhi. Elle précisera que les personnes âgées prises en charge au niveau des centres reçoivent la visite des médecins activant dans les structures de santé se trouvant à proximité.

L'intervenante dira, en outre, que la nouvelle loi est venue combler un vide juridique concernant la protection des personnes âgées. Elle annoncera que des enquêtes ont été lancées depuis l'année 2010 en vue de connaître la situation réelle des personnes âgées au niveau de leur foyer.

Les enquêtes sont réalisées avec les services de la DAS et des APC. «Selon la loi, les familles ayant les

moyens de le faire doivent prendre en charge les personnes âgées à leur charge, dans le cas contraire, elles peuvent décider de déclarer qu'elles ne sont plus en mesure de subvenir à leurs besoins. Dans ce cas, c'est l'Etat qui prend en charge les frais», explique l'intervenante qui déplore la mauvaise foi de certaines familles qui choisissent de jeter leurs proches à la rue ou dans des centres d'accueil.

«Malheureusement, certaines personnes mentent sur leur situation pour se débarrasser de leurs parents et d'autres viennent au niveau des centres pour récupérer les pensions de retraite et abandonnent une nouvelle fois les personnes âgées une fois arrivés à leurs fins», regrette M^{me} Chikhi.

F.-Z. B.

CONSTANTINE

Le cabinet du wali et la daïra assiégés par les protestataires

Encore une fois, l'affaire des ex-habitants de la rue de Roumanie, exclus de l'opération de relogement en question, revient au-devant de la scène. Et avec elle, l'opportunisme béant des représentants locaux des partis politiques en lice pour les législatives du 10 mai.

Hier, des dizaines de femmes, exclues de l'opération de délocalisation des ex-habitants de l'avenue de Roumanie, ont investi

la rue pour réclamer «une solution» à leur situation qui perdure depuis plusieurs années maintenant. Les femmes, dont certaines portaient dans les bras des nourrissons sous un soleil de plomb se sont assises à même le sol devant le cabinet du wali de Constantine et ont demandé à ce que ce dernier, qui leur a pourtant tant de fois promis de prendre leur cas en charge, tienne son engagement.

Le wali étant occupé par les festivités célébrant les massacres du 8 Mai 1945, et ses subalternes par les préparatifs des élections législatives, c'est aux agents de l'ordre

qu'est revenue alors la tâche de prendre langue avec les protestataires. Ces derniers, en colère et déçus par tant de promesses non tenues, ont exigé la présence du premier responsable de la wilaya. Une opportunité saisie avec insolence par un représentant d'un parti politique en lice pour les législatives, qui a profité de cette occasion pour soit disant convaincre les protestataires de libérer la rue restée fermée à la circulation durant plusieurs minutes. Chose du reste qui n'était pas du goût de certains, qui n'ont pas manqué de dénoncer ce comportement et se sont demandé où était ce

dernier durant toutes ces années. De leur côté, des dizaines d'habitants du bidonville de Fedj Errih, dont les noms ont été écartés lors du tirage au sort effectué en septembre dernier, ont pris d'assaut le siège de la daïra de Constantine et en ont interdit l'accès.

Les protestataires, notamment des nouveaux mariés et des célibataires issus de familles nombreuses et dont les noms ne figuraient pas sur les listes de recensements établis par l'administration, ont exigé de connaître le résultat des recours qu'ils avaient introduits.

Farid Benzaid